

IL Y A 100 ANS : LES GRÈVES DE 1920



Grève générale des cheminots PO et Etat, Nantes, 1920 : [foule, Prairie de Mauves]. Source : IHS-CGT cheminotss, Fi 30/53.

1- LES CHEMINOTS DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

2- CONSÉQUENCES DE LA GUERRE SUR LES RÉSEAUX ET LES COMPAGNIES

3- LA SITUATION SOCIALE ET SYNDICALE EN 1919

4- LA MONTÉE DES REVENDICATIONS LES LUTTES DANS LA CGT

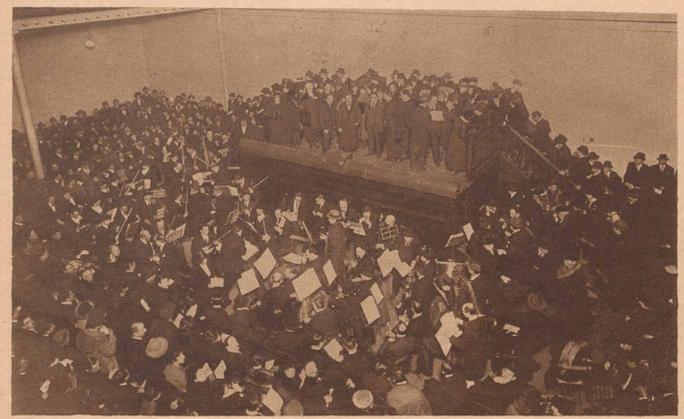
5- LES GRÈVES DE 1920 : JANVIER ET FÉVRIER

6- LES GRÈVES DE 1920 : LA GRÈVE DE MAI

7- LES CONQUÊTES SOCIALES CHEZ LES CHEMINOTS ET LES SANCTIONS

8- LES CONFLITS INTERNES : LA SCISSION

LE CONCERT DES ARTISTES DE L'OPÉRA A LA C. G. T.



Les artistes sur le plateau. Pour alimenter sa caisse de grève, le personnel de l'Opéra organise un concert dans la salle de la Maison des syndicats, rue de la Grange-aux-Belles. *Le Miroir*, 18 janvier 1920. Source : L'Argonaute/La Contemporaine/gallica.bnf.fr/BnF.



Ateliers PLM : peinture des wagons. Extrait de l'agenda du PLM 1918, p.28. Source : CCGPF Fonds cheminot.



Cheminots grévistes, Moret-sur-Loing, 1920, Source : IHS-CGT cheminotss, Fi 30/57.

Il faut « réhabiliter cette grève (de 1920) dont le caractère social et révolutionnaire n'est jamais assez démontré ».

Pierre Semard, à l'occasion du 1^{er} mai 1923, qu'il passait en prison.

1- LES CHEMINOTS DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Le 31 juillet 1914, un arrêté de RÉQUISITION des réseaux ferrés place les cheminots sous autorité militaire. Les agents auxiliaires sont mobilisables ; les ouvriers des ateliers affectés aux usines de guerre. Les Compagnies continuent de gérer leurs réseaux. Mis à disposition de l'administration militaire, ils fonctionnent en effectifs réduits, parmi lesquels un **EFFECTIF CROISSANT DE FEMMES**.



Insigne fédéral créé à l'occasion de la naissance de la Fédération. Le revers est une allégorie de la fusion réalisée par les différentes organisations de cheminots, ces derniers se serrant fraternellement la main. Source IHS-CGT cheminotss, 3 OBJ 001.



Femmes au travail dans un dépôt PLM pendant la première guerre mondiale, 1^{er} juin 1917 © Fohanno/Photorail.

Partout les conditions de vie s'aggravent. La croissance des effectifs syndicaux est impressionnante. L'adhésion majoritaire des dirigeants syndicaux d'alors à « l'Union Sacrée » qui en appellent à « *tout faire pour la guerre et la victoire* » explique que les grèves sont très rares et ne se développent qu'à l'extrême fin du conflit. L'un de ces mouvements est à remarquer : fin mai 1917, à l'instar des ouvrières parisiennes, les cheminotes protestent contre la vie chère et la situation misérable imposées par les Compagnies. Elles sont révoquées sur le champ. À compter du 1^{er} mai, on recense, 696 grèves et 298 810 grévistes.

1917 est aussi l'année du **congrès de fusion**, constitutif de la Fédération. La lutte révolutionnaire se développe sous l'influence grandissante d'hommes d'action tels Monmousseau, Midol, Semard, Dejonkère.

Des grèves éclatent à Périgueux, à Tours ainsi que sur le réseau du Midi, fin décembre 1917. **La lutte pour les 8 heures** sera particulièrement active. Forte de ses 550 syndicats, la Fédération nationale a pu s'organiser, se renforcer et mieux exprimer la défense des revendications.

L'Union Sacrée se disloque. Le gouvernement prend quelques mesures de contre-feu : progression de l'indemnité de vie chère pour les employés de chemin de fer etc. et met en place une stratégie de répression. Dans une France appauvrie de ses 1 400 000 morts, au fort mécontentement la bourgeoisie répond : « l'Allemagne paiera ». Au 2^e congrès fédéral de mai 1919, Gaston Monmousseau riposte : « *Qui paiera ? Le peuple allemand ? Non. Le prolétariat tout court, quelles que soient ses frontières* ».



Extrait de *La Tribune des cheminots*, 1^{er} juin 1919. Source : IHS CGT cheminots, 4 C 1/1.

CHEZ LES CHEMINOTS LA FUSION EST VOTÉE

Hier, à 22 heures 30, à la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, s'est ouvert le Congrès extraordinaire des divers syndicats et associations des travailleurs des chemins de fer. Plus de 200 délégués y assistaient.

Saint-Germain (S. N. Midi), préside, assisté de Toulouse (S. N.)

Sur demande de Bidegarray (S. N.) un délégué de chaque organisation vient exposer le point de vue de celle-ci sur l'importante question du syndicat unique.

Le vote a lieu ensuite, et c'est à l'unanimité que le Congrès se prononce pour la fusion.

Séance ce matin à 8 h. 30 pour la discussion des statuts.

L'humanité, 28 janvier 1917. Source gallica.bnf.fr/BnF.



Gaston Monmousseau, 1922. DR archives familiales Semard, IHS-CGT cheminotss.

SYNDICAT des TRAVAILLEURS des CHEMINS de FER P. O. (Grève de Mars 1918)

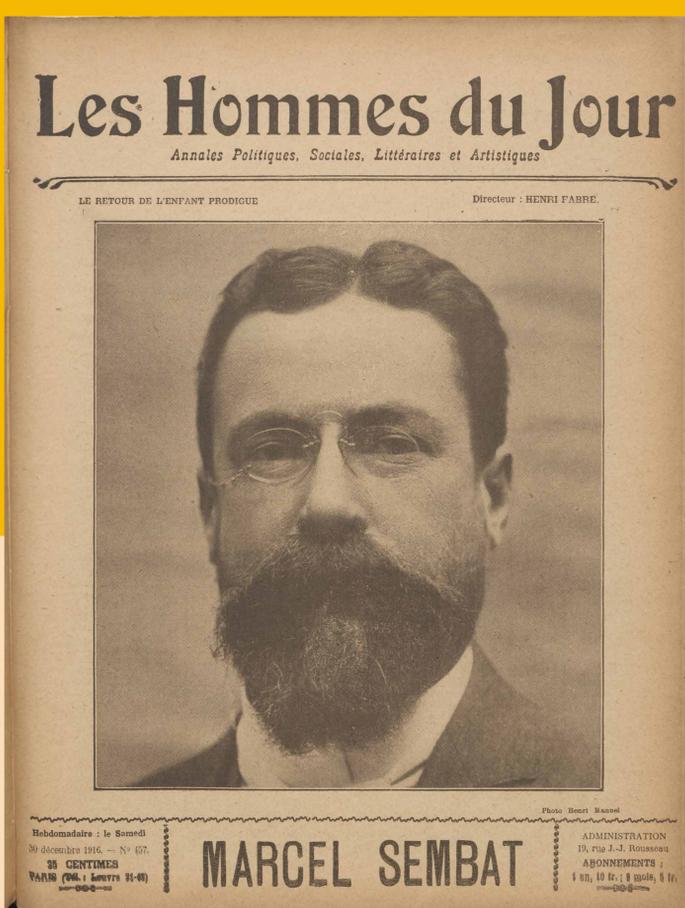


DÉLÉGATIONS de TOURS et PÉRIGUEUX

Syndicat des travailleurs des chemins de fer Paris-Orléans, grève de mars 1918 : délégations de Tours et Périgueux. Source : IHS-CGT cheminotss, Fi 030/044.

2- CONSÉQUENCES DE LA GUERRE SUR LES RÉSEAUX ET LES COMPAGNIES

Évincées par la guerre, les revendications d'un statut unique et d'une grille unique pour l'ensemble des personnels des chemins de fer seront reprises par la nouvelle Fédération. Interpellé à la Chambre, Marcel Sembat (SFIO) ministre des transports, répond "que la contribution de la corporation cheminote à l'effort de guerre est méritoire et doit être récompensée par un statut du personnel étendu à tous les réseaux".



Marcel Sembat, Les Hommes du jour, 30 décembre 1916. Source gallica.bnf.fr/BnF.



Carte syndicale du cheminot Jean Boyer, 1919-1920. Source : IHS-CGT cheminots, carton 742.

Un projet de loi est rédigé en juillet 1918. À l'issue de la guerre, des pourparlers s'engagent. La nationalisation y est évoquée. Un Comité provisoire d'exploitation des grands réseaux se substitue à la Direction générale des Transports militaires « en attente du nouveau régime définitif des Chemins de fer ». Le projet gouvernemental de convention unique va se heurter aux Compagnies et au nouveau gouvernement issu des législatives de novembre 1919 qui n'entend pas modifier le régime des chemins de fer alors que, pourtant, leur situation financière exige des mesures d'urgence.

LE MIROIR

QUELQUES-UNS DES DÉPUTÉS NOUVELLEMENT ÉLUS



Portraits de députés nouvellement élus parus dans Le Miroir, 30 novembre 1919. Source : L'Argonnaute/La Contemporaine/gallica.bnf.fr/BnF.



Carte postale. Source : IHS CGT cheminots, FI047/007.



Illustration signée Grandjean, représentant la rationalisation, parue dans *L'Assiette au beurre*, n°486, 23 juillet 1910. Source Fonds cheminot, Service du livre et des bibliothèques CCGPF

Les besoins immenses de reconstruction et de modernisation renforcent la situation de crise : l'inventaire d'après-guerre est très lourd. Les Compagnies embauchent un grand nombre de personnel. Fin 1919, la moitié des cheminots a moins d'un an de service. Le mouvement de syndicalisation n'en est pas affecté : 38 700 adhérents à la veille du congrès d'unification, 170 000 au lendemain de l'armistice.

La modernisation du réseau se dessine en rupture avec les pratiques d'avant-guerre. La géographie des dépôts et leur capacité d'accueil sont modifiées, l'outillage des ateliers, les voies et ouvrages d'art sont transformés. L'éclairage électrique s'installe dans les gares. Mais début 1920, 22,5% des machines du parc sont encore immobilisées ainsi que 18% des wagons. La rationalisation du travail se met en place avec rémunération au rendement dont les ateliers et les dépôts seront un terrain d'application privilégié. Certaines Compagnies tardent à appliquer les modalités pour les 8 heures.

4-LA MONTÉE DES REVENDICATIONS LES LUTTES DANS LA CGT

L'essor des luttes revendicatives et la montée d'opposition dans la CGT entre les courants traversent le mouvement syndical. Divergences idéologiques et stratégiques pour atteindre le socialisme par transformation pour les uns, par la révolution pour les autres, se traduisent par des revendications, des démarches programmatiques ou de luttes sociales différentes.



Affiche représentant un bolchevik couteau entre les dents, incarnant l'antibolchevisme et l'anticommunisme français de l'entre-deux-guerres. Cette affiche reprend la couverture d'une brochure éditée à la veille des élections de 1919. Coll. privée.



Grévistes du comité matériel Etat rive droite, mai 1920. Coll. privée.

Les diverses actions se sont faites en marge de la direction de la CGT, et le plus souvent déclenchées par ses organisations de base sans son accord préalable et malgré ses réticences. Elles ne correspondaient pas à la stratégie arrêtée au sommet par la Confédération qui continue à être prisonnière de ses collaborations pendant toute la durée de la guerre.

« La majorité de la CGT assoit sa stratégie en proposant un plan de réformes dans le cadre du régime économique en place. Cette idée d'un syndicalisme reconstituteur avait surgi pendant la guerre autour d'un programme minimum ».



Quest Eclair, 26 février 1920. Source gallica.bnf.fr/BnF.

« Lors du premier conflit mondial, la CGT se révèle un partenaire efficace de l'Union Sacrée. Forte de cette expérience et des points marqués en sa faveur, elle se réclame, en 1918, d'une « politique de présence dans les affaires de la Nation » (L. Jouhaux). Son programme minimum avance alors l'idée d'un « droit social » de la nation sur les branches de la production et de l'économie. Il appelle à la constitution de « monopoles d'Etat », au développement d'une « gestion autonome » et à la mise en place d'un conseil économique du travail (CET) où les organisations syndicales seraient représentées et qui devrait « déterminer les règles générales de la démobilisation et les conditions de la reprise économique ».

Source Danielle Tartakowsky, « Conseil économique du travail », Histoire par l'image



Le petit journal, 4 mai 1920. Source gallica.bnf.fr/BnF.



L'humanité, journal socialiste, 2 janvier 1920. Source gallica.bnf.fr/BnF.

Réformistes et Révolutionnaires ne sont pas opposés sur le mot d'ordre des nationalisations mais divergent dans son application. Pour les uns, il dépend pour l'essentiel de discussions au sommet, pour les seconds, il passe par la lutte des masses et les changements politiques.

Lucien Midol

« La grève a surtout été dirigée avec courage par les directions des syndicats. Les responsables et plus particulièrement les secrétaires étaient surtout des propagandistes et des animateurs des manifestations de grévistes. Le courage, le dévouement qu'ils manifestaient ne pouvaient remplacer une direction collégiale du mouvement. »

Portrait de Lucien Midol. La Tribune des cheminots [unitaires], n°234, 1^{er} août 1927. Source : IHS-CGT cheminots, 4 C 1/3.



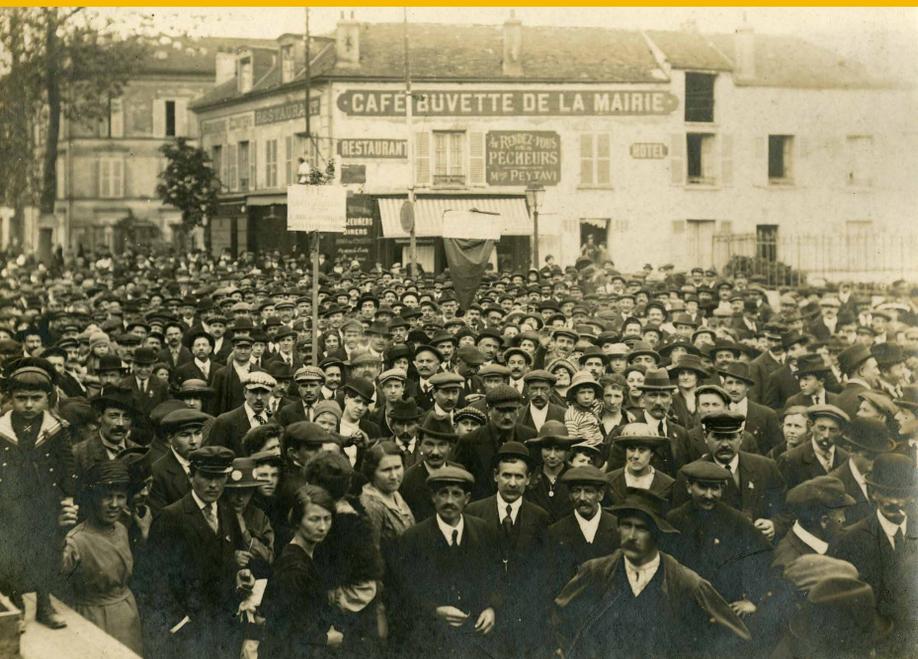
Les cheminots du PLM en grève au bois de Vincennes, 28 février 1920. Photographie de presse/Agence Rol., source gallica.bnf.fr/BnF.



L'humanité, journal socialiste, 29 février 1920. Source gallica.bnf.fr/BnF.



5-LES GRÈVES DE 1920 : JANVIER ET FÉVRIER



Rassemblement à Villeneuve Saint-Georges, 1920. Source : IHS-CGT cheminots, Fi 30/46.

Aux ateliers de périgueux (P.O.), une grève éclate le 2 janvier les 2000 ouvriers cessent le travail 5 minutes avant la cloche pour se nettoyer. 10 militants sont aussitôt révoqués. cette grève sert de prélude à celle déclenchée un mois plus tard sur le réseau PLM.

Pour absence jugée illégale, le PLM inflige une mise à pied de 48 h avec menace de révocation au secrétaire du syndicat de Villeneuve St Georges, et deux autres militants de Nice. Après une grève des bras croisés, tout le PLM entre dans la grève le 25. Le ministre Le Troquer fait occuper les voies par la troupe et réquisitionne les cheminots.

La direction fédérale lance un mot d'ordre de grève générale le 27 février.

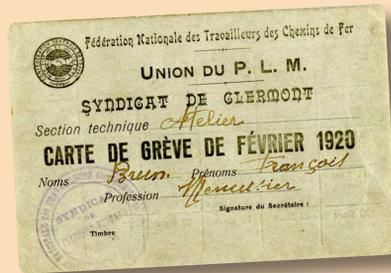
Avec 5 exigences : respect du droit syndical, présentation du statut, prise en compte des Compagnies secondaires dans le statut, association de la Fédération à la définition du futur régime des Chemins de fer, annulation des sanctions pour fait de grève. La Confédération apporte son soutien moral. Le 29, des révocations sont prononcées et des dirigeants syndicaux arrêtés. Le mouvement se durcit.

Le 1^{er} mars Millerand accepte un compromis : reprise du travail, pas de sanctions (il y a déjà 10 révocations) et promesse d'étudier la nationalisation. On reste sur des promesses. La demi-victoire saluée par les réformistes est vécue comme un demi-échec par les révolutionnaires.

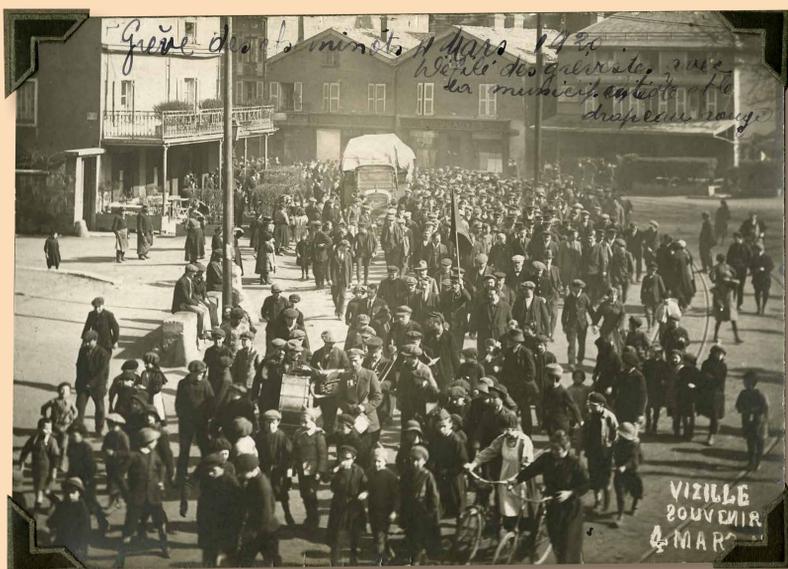
Des révocations sont maintenues particulièrement sur les réseaux où les révolutionnaires sont influents. La colère des cheminots atteint son comble.



Les cheminots en grève au bois de Vincennes : Jean-Baptiste Chaverot, Secrétaire du syndicat des travailleurs des chemins de fer de Paris-PLM et de l'Union des syndicats de cheminots de la région parisienne, haranguant la foule. Photographie de presse / Agence Rol., source gallica.bnf.fr / BnF.



Carte de grève, février-mars 1920. Source : IHS-CGT cheminots, carton 742.



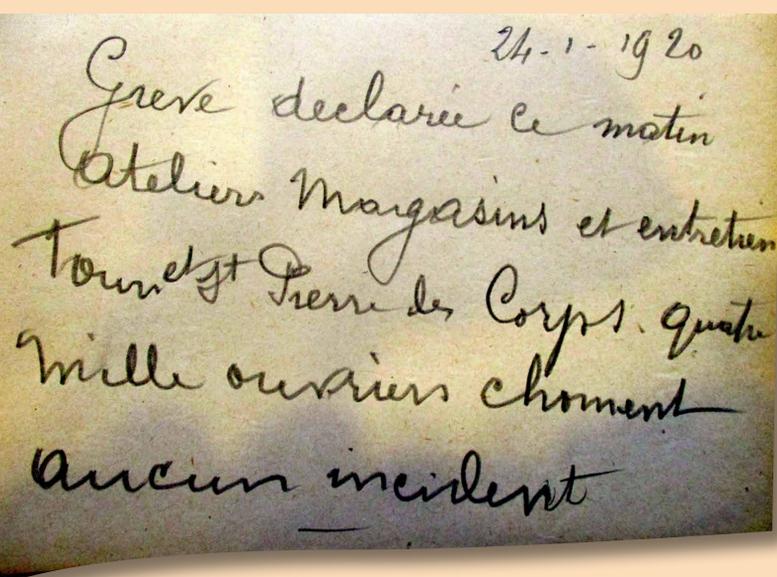
Les cheminots grévistes défilent à Vizille, dans l'Isère, le 4 mars 1920. DR | archives familiales Pierre Semard.

Au cours des congrès d'Unions (État, PLM, P.O. ...) réunis en mars/avril, la rancœur, s'exprime partout avec véhémence malgré les tentatives d'explications de Bidegaray et de la Confédération. Le soi-disant accord du 1^{er} mars est systématiquement violé, la moindre résistance est immédiatement brisée. Les délégués du P.O., de l'État, du PLM traduisent ce que pense la majorité des syndiqués en votant contre la direction fédérale.

Au 3^e congrès fédéral du 22 au 25 avril : les minoritaires deviennent majoritaires

Une majorité de délégués condamne les actes de la direction fédérale. La motion défendue par Monmousseau renverse la tendance et entraîne l'élection d'une nouvelle direction fédérale (Monmousseau, Levêque, Sirolle, Midol...)

Mais le congrès prend une décision qui donne la main à la Confédération sur la conduite des opérations. « le congrès, sur les revendications générales présentées par la Fédération - nationalisation, réintégration des révoqués, suppression des poursuites judiciaires, reconnaissance du droit syndical - décide la grève générale de tous les réseaux(...) laissant au comité fédéral le soin d'en fixer la date et d'examiner si le 1^{er} mai doit être le pivot d'action, et cela en accord avec la CGT. »



Note de police annonçant la grève sur Tours et Saint-Pierre-des-Corps, le 24 janvier 1920. Source : Archives départementales d'Indre-et-Loire, 4 M 1164.



Marcel Bidegaray au 21^e congrès national de la CGT à Orléans, 27 septembre - 2 octobre 1920. Photographie de presse/Agence Meurisse, source gallica.bnf.fr/BnF.

6-LES GRÈVES DE 1920 : LA GRÈVE DE MAI

Une forte volonté d'action

La grève générale doit débuter le 30 avril à minuit, en s'appuyant au départ sur la journée du 1^{er} mai. Les assemblées de cheminots s'orientent nettement vers la lutte. En quelques jours le nombre de grévistes atteint le chiffre de 200 000 environ, pour les réseaux PLM, Etat, P.O., Midi, le réseau algérien, mais seulement les syndicats parisiens du Nord et de l'Est ou quelques gros centres comme Lille.



Carte de grève, mai 1920. Source : IHS-CGT cheminots, carton 742.



Grévistes du syndicat des cheminots de la Compagnie Paris-Orléans, 1920. Source : IHS-CGT cheminots, Fi 30/47.

Les « vagues d'assaut » de Léon Jouhaux !

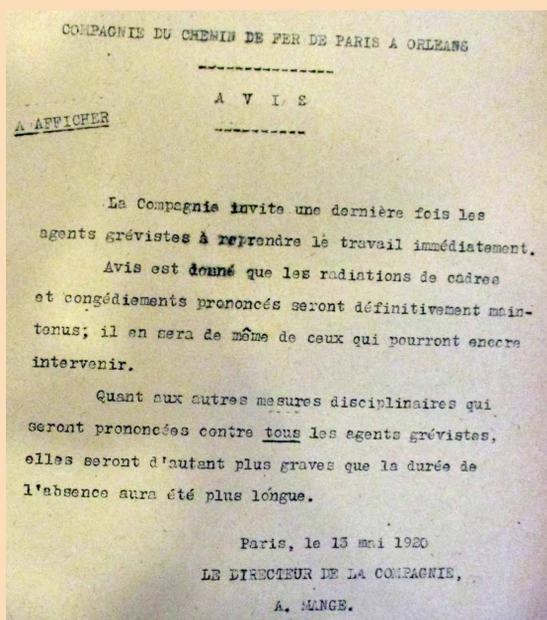
La direction de la Confédération, réunie le 30 avril n'a pu s'y opposer. Toutefois, pour en diriger le mouvement, elle décide d'une tactique inconnue qui aura pour effet d'empêcher le vase de se remplir ! C'est l'action par vagues d'assaut consistant à lancer les autres corporations dans la lutte selon les circonstances et les besoins : le 3 mai, les mineurs, les inscrits maritimes et les dockers ; le 10, les métallurgistes, le bâtiment ; le 16, les postiers, le métro... Ainsi émiettée, la classe ouvrière ne pourra pas mener bien loin son combat, les cheminots portant seuls l'effort principal.



Grève des cheminots, Dreux, 6 mai 1920 : le talus du Bel'Air. Source : IHS-CGT cheminots, Fi 30/48.



Jules Dejonckère, *l'Humanité*, 25 avril 1920. Source : Archives départementales d'Indre-et-Loire, 4 M 1164.



Avis de la Compagnie du chemin de fer du PO menaçant les grévistes de radiations et congédiements, 13 mai 1920. Source : Archives départementales d'Indre-et-Loire, 1J 1076-2.

La répression tous azimuts

Dès le 3 mai, le gouvernement et les Compagnies appliquent leur plan : perquisition du siège de la Fédération des cheminots, arrestation de 400 militants appartenant dans leur majorité à la tendance révolutionnaire, aussitôt inculpés de complot contre la sûreté de l'État, décapitant ainsi la direction fédérale. Deux des secrétaires : Monmousseau et Levêque sont arrêtés et Midol doit se réfugier près de son Jura natal. Dès le début de la grève, des menaces arrivent chez les grévistes, des révocations et congédiements sont prononcés pour les « meneurs ». Une campagne de presse virulente présente les cheminots grévistes comme de vulgaires criminels ou saboteurs en puissance.

La deuxième « vague d'assaut » n'est pas encore engagée, que le gouvernement intente des poursuites. Malgré les appels à la grève générale par la C.E. des cheminots, par Midol, par les militants détenus à la prison de la Santé, la CGT s'oriente vers la reprise du travail. Isolés, les réseaux encore en lutte continuent le combat, seuls, jusqu'au 27 mai. Certains jusqu'au début juin. Près de 20 000 révocations, déplacements disciplinaires, rétrogradations, retards ou arrêts de l'avancement : tout est bon pour punir et humilier.

Lendemain de grève

Du combat lui-même, le mouvement ouvrier et son organisation syndicale sortent amoindris, une classe ouvrière « groggy ». L'organisation syndicale y perdra nombre d'adhérents. Les Compagnies pratiquent le Lock-out de nombreux ateliers de réparation ferroviaire : Saintes, Périgueux, Tours-Saint Pierre des Corps, Béziers, etc. considérés comme des centres de résistance ouvrière, des foyers de révolution.



Syndicat du Mans : grève des cheminots, mai 1920. Source : IHS-CGT cheminots, Fi 30/56.

7-LES CONQUÊTES SOCIALES CHEZ LES CHEMINOTS ET LES SANCTIONS

Les acquis de ces actions ne sont pas négligeables,
sans être à la hauteur des attentes.

Durée et conditions de travail

La Fédération a obtenu l'application spécifique de la loi dite "des 8 heures" tant pour les sédentaires (création des 3 x 8) que pour les roulants (12 H maxi d'amplitude, 14 H mini de repos journalier, et comités du travail). Pour les directions c'est d'une « rigidité excessive » !



Grève de mai 1920 : les cheminots révoqués de Vierzon. Extrait d'un dossier paru dans *la Vie ouvrière*, 5 avril 1967. Coll. IHS-CGT.

Statut du personnel et grille des salaires

En 1919, une Commission paritaire est chargée d'unifier le statut et la rémunération, mais c'est le ministre qui a concocté la dernière mouture du **Statut de 1920 avec 15 jours de congés payés et une grille de rémunération** (18 échelles, 9 échelons).

Retraites

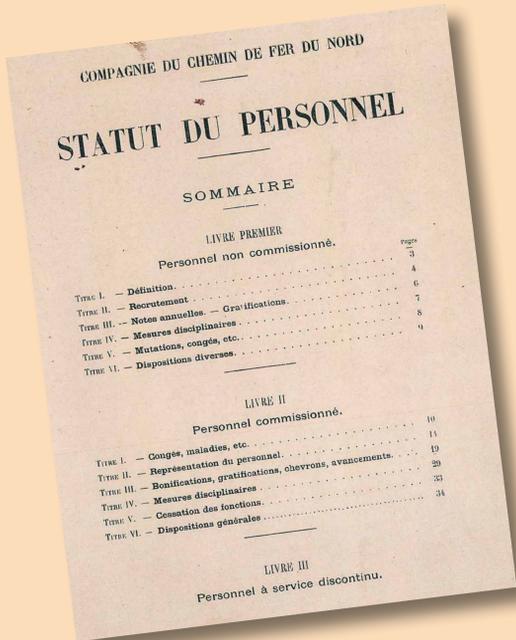
Il n'y a pas de règle de revalorisation des pensions alors que l'inflation galopante a laminé le pouvoir d'achat. Les retraités revendiquent la péréquation et obtiennent *une allocation temporaire de cherté de la vie* et un **statut** !

Nationalisation

La nationalisation des chemins de fer n'a pas avancé et la Convention de 1921 fait la part belle aux Compagnies !

La répression, fruit amer de la greve de mai 1920

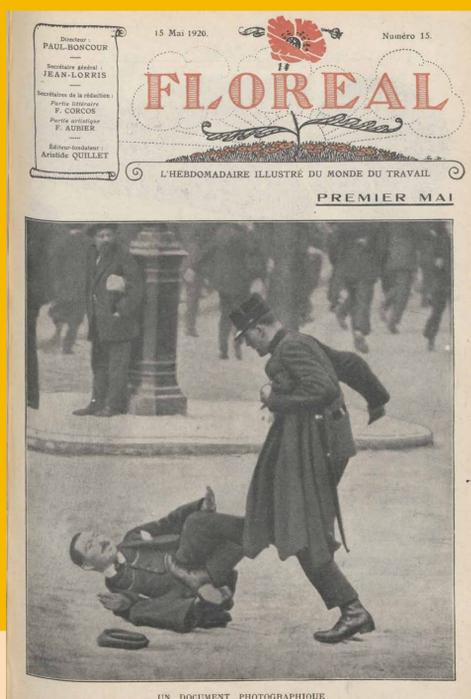
La répression a été féroce : siège de la Fédération perquisitionnée, dirigeants CGT emprisonnés, plus de 18 000 révocations, ateliers du Matériel fermés, avancement bloqué... La Fédération et bon nombre de ses syndicats sont décimés, les effectifs syndiqués diminuent et des divisions syndicales apparaissent.



Statut du personnel de la Compagnie du chemin de fer du Nord, 1920. Source : IHS-CGT cheminots, 2 F 112.



La Tribune des cheminots, n°66-67, 15 mai-1er juin 1920. Source : IHS CGT cheminots, 4 C 1/1.



Floreal, n°15, 15 mai 1920. Source : OURS/Codhos/gallica.bnf.fr.



Huit heures de Loisirs Qu'en ferons-nous ?

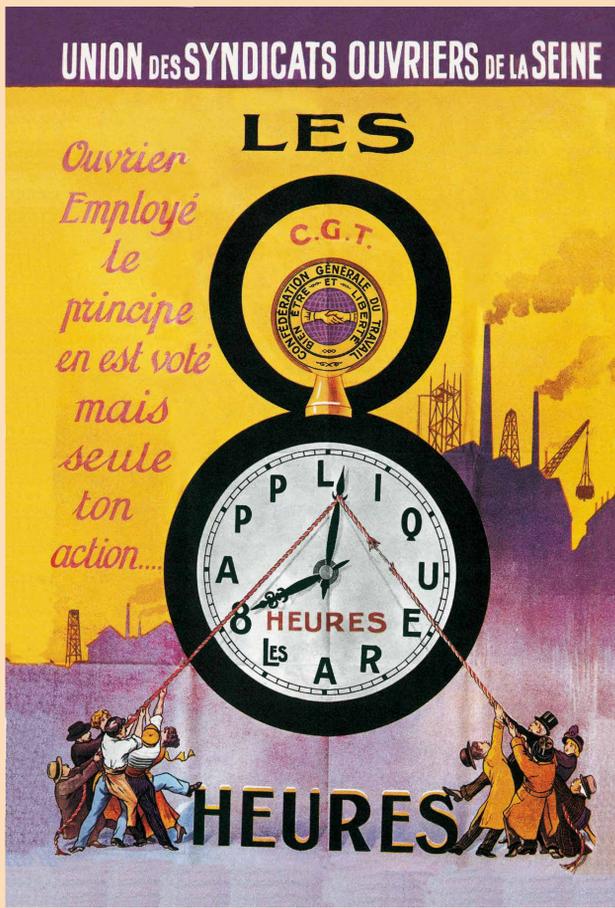
En marche vers la Nationalisation

L'AGONIE DES COMPAGNIES

L'Indemnité de Cherté de Vie Et la retenue de 25 %, au Premier Octobre

Nous avons la joie d'apprendre à nos camarades syndiqués que les efforts de la campagne fédérale ont porté leurs fruits. Au nom du ministre des Travaux publics, le président de la Commission des huit heures a fait la déclaration suivante : « LA RETENUE DE 300 FRANCS QUI ÉTAIT PREVUE À PARTIR DU 1^{er} OCTOBRE 1919, SUR L'INDEMNITÉ DE CHERTÉ DE VIE, NE SERA PAS EFFECTUÉE. LA CRISE DE VIE CHERÉ SE VISSANT PLUS FORTEMENT QUE JAMAIS ».

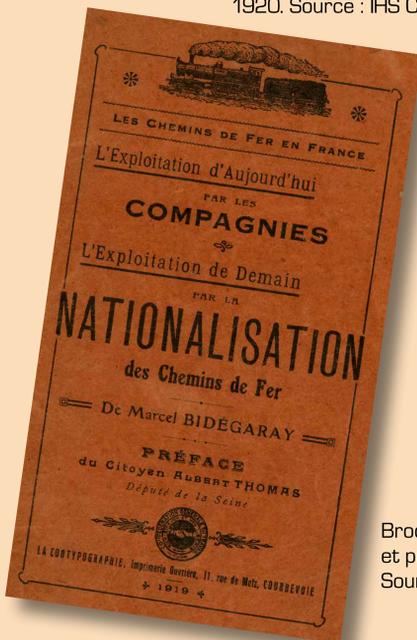
Extraits de *La Tribune des cheminots*, n°53, 15 octobre 1919. Source : IHS CGT cheminots, 4 C 1/1.



Affiche de la CGT en faveur de l'application de la loi des 8 heures éditée pour le 1^{er} mai 1919. © Doumenq-Collection IHS-CGT.



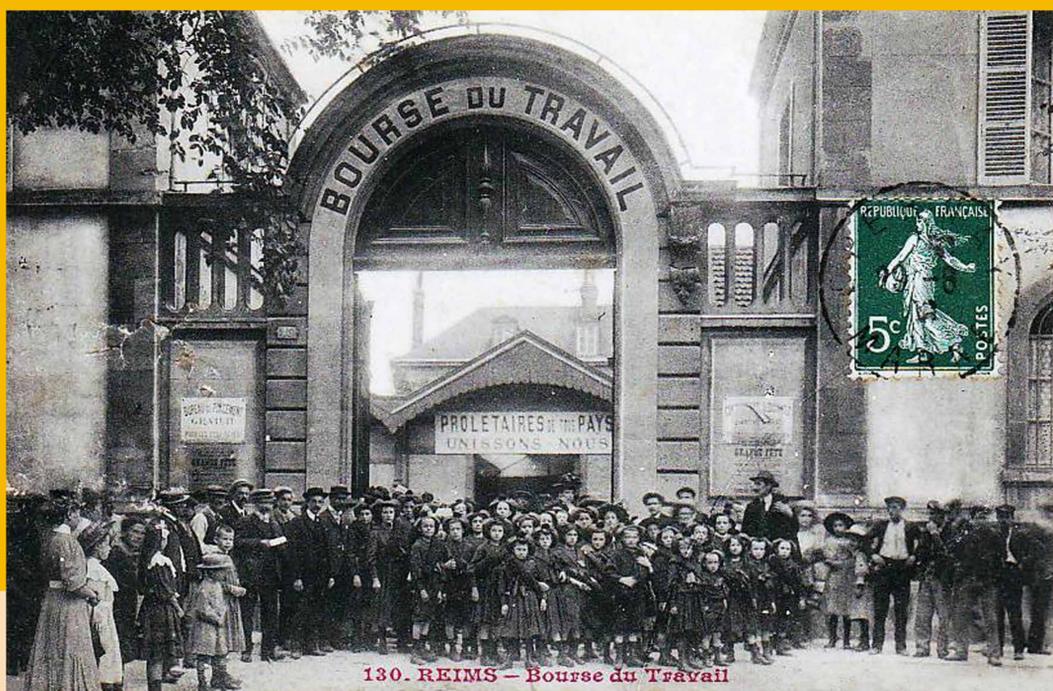
Cheminots grévistes du syndicat de Narbonne, mai 1920. Coll. privée.



Brochure signée Marcel Bidegaray et préfacée par Albert Thomas, 1919. Source : IHS-CGT cheminots, 2 D 20-1.

8- LES CONFLITS INTERNES : LA SCISSION

1895 : création de la CGT, fruit de l'union entre le Syndicat National et les bourses du travail. Unité réalisée malgré les dissidences doctrinales entre les deux tendances du mouvement ouvrier. La charte d'Amiens adoptée en 1906 cimente les statuts de la nouvelle organisation.



Bourse du travail, 1906, Reims. Coll. IHS-CGT.

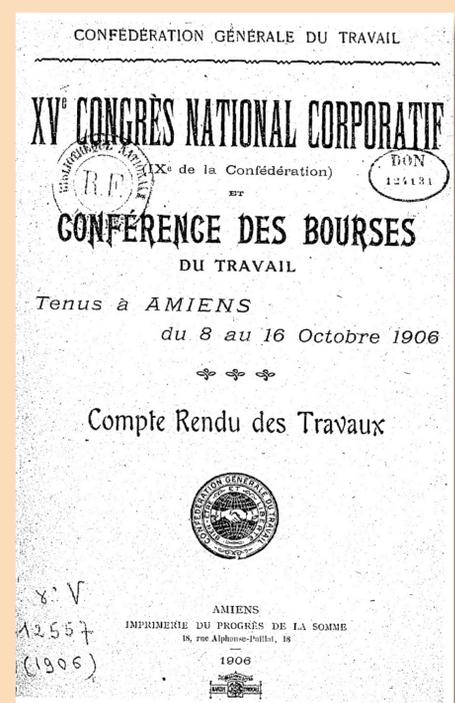
La Tribune de la Voie ferrée

ORGANE OFFICIEL DU SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER

Manchette de *La Tribune de la Voie ferrée*, organe des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies (1898-1899), puis organe officiel du syndicat national des travailleurs des chemins de fer (1899-1914). Source : IHS-CGT cheminots, 2C.

- La première guerre mondiale fera voler en éclat l'unité de la CGT (l'affrontement entre les pacifistes et les partisans de l'Union Sacrée).
- Au sortir de la guerre, la minorité crée les syndicats révolutionnaires au sein de la CGT. La direction confédérale interdit à ses syndicats d'y adhérer et obtiendra même leur interdiction en 1921.
- À la Fédération des Cheminots lors du congrès (31 mai au 2 juin 1921) les minoritaires (la tendance révolutionnaire) deviennent majoritaires et ne sont pas reconnus par la Confédération. Ils décident alors d'imprimer leurs propres cartes et d'élire un bureau provisoire. La séparation est consommée entre les révolutionnaires et les réformistes.

L'influence du politique y joue un rôle important puisque la SFIO est elle-même en crise et conduira à la scission en son sein avec la création du PCF au congrès de Tours fin 1920.



La charte d'Amiens est un texte adopté par le congrès de la CGT en 1906. XV^e congrès national corporatif (IX^e de la Confédération) et Conférence des bourses du travail tenus à Amiens du 8 au 16 octobre 1906 : compte-rendu des travaux. Source gallica.bnf.fr/BnF.



Pierre Semard, cheminot au PLM. DR archives familiales Semard, IHS-CGT cheminots.



Aldolphe Montagne, *La tribune des cheminots* [confédérés], n°92, 15 juin 1921. Source : IHS-CGT cheminots, 4 C 1/2.



Congrès de Tours, 18^e congrès de la SFIO : la sortie du congrès, 25-30 décembre 1920. Photographie de presse/Agence Meurisse. Source gallica.bnf.fr/BnF.

AU CONGRÈS DES CHEMINOTS

Par 171.037 voix contre 147.282 et 13.601 abstentions on a adopté la motion Monmousseau sur l'orientation syndicale



QUELQUES MEMBRES DE LA NOUVELLE MAJORITÉ. — De gauche à droite : Dejonckère, Delagrangue, Chaverot, Lardeux, Routhier.

Les minoritaires prennent le pouvoir avant la scission. Extrait de *l'Humanité*, 25 avril 1920. Source gallica.bnf.fr/BnF.

- Au sein de la Fédération la bataille est rude. Gaston Monmousseau, Pierre Semard et Lucien Midol animent la tendance révolutionnaire et Bidegaray, le secrétaire général de la Fédération, dirige la tendance réformiste. Porteurs de deux motions qui reprennent leurs divergences, leurs affrontements se solderont au congrès de novembre 1921 par la création de deux Fédérations :

- La Fédération « Montagne » du nom du secrétaire général qui regroupe la majorité des syndicats du Nord et de l'Est
- La Fédération « Semard » à laquelle se rallient les syndicats du PLM, du PO, de l'Alsace-Lorraine ainsi que la majorité de ceux du Midi et de l'État.

Notons que les raisons de l'affrontement structureront peu ou prou les divisions futures au sein du syndicalisme français.

Cette scission de la Fédération précédera de quelques mois la création de la CGT (U) qui interviendra en juillet 1922.

Il faut « réhabiliter cette grève (de 1920) dont le caractère social et révolutionnaire n'est jamais assez démontré ».

Pierre Semard, à l'occasion du 1^{er} mai 1923, qu'il passait en prison.